

Atelier Régional

"Energies Renouvelables et Lutte contre la Pauvreté en Afrique: Bonnes Pratiques d'usage productif et de création d'emplois"

Dakar, 21-23 mars 2007

Conclusions et Recommandations de l'atelier

La problématique d'accès aux services énergétiques renvoie aujourd'hui à une diversification des options énergétiques. Celles basées sur la valorisation des potentiels naturels des pays africains se révèlent adéquates eu égard aux différents acquis technologiques enregistrés dans le domaine des énergies renouvelables. L'Afrique dispose d'un potentiel riche et varié en ressources énergétiques renouvelables mais principalement exploité à petite échelle et très souvent pour la satisfaction des besoins sociaux (éclairage, audio-visuel). Pourtant, les études et recherche réalisées dans le cadre du GNESD révèlent encore une fois un potentiel important d'utilisation des technologies d'énergie renouvelable à des fins productives tant à travers des filières classiques (éoliennes, PV, micro-hydraulique) que de nouvelle filière (biomasse moderne ou encore biocarburants).

Ainsi, en partant des constats et des acquis, le relèvement des défis actuels auxquels le continent africain est confronté a motivé les participants à formuler un certain nombre de recommandations dans le sens de la valorisation à grande échelle des filières d'énergie renouvelable dans l'optique d'un développement durable.

Constats:

Face à la grande vulnérabilité des pays africains aux fluctuations des cours mondiaux des énergies fossiles exacerbée par le choc intervenu en 2006 ; des constats se dégagent à savoir :

1. Le continent africain regorge de ressources d'Energies Renouvelables qui sont à la fois importantes et diversifiées : Solaire, Eolien, Hydraulique, Géothermie, ... ;
2. Les Energies Renouvelables ne parviennent pas encore à assurer une contribution significative aux bilans énergétiques des pays : n'excèdent pas 2% dans les cas exceptionnels du Maroc et de l'Egypte;
3. L'accès des pauvres aux Energies Renouvelables demeure faible malgré l'adaptation des technologies aux besoins décentralisés à la fois sociaux et productifs;
4. La tendance qui a marqué le développement des TERs, jusqu'à présent, repose sur l'adoption des technologies génératrices d'électricité dans le cadre des projets d'Electrification Rurale Décentralisée notamment pour la satisfaction des besoins de base en éclairage et en audiovisuel;
5. La non prise en compte de l'option Energies Renouvelables, au niveau de la demande, pour la satisfaction des besoins économiques: activités productives, développement de la valeur ajoutée et création d'emplois ;
6. En ce qui concerne la filière biocarburants, le constat a porté sur la dynamique internationale croissante dans ce domaine et la nécessité pour l'Afrique de se positionner au niveau national et régional du point de vue production, utilisation ou encore d'exportation.

Défis:

Il a été conclu par les participants que les défis majeurs auxquels font face les pays africains se présentent comme suit:

1. Les pays présentent des besoins urgents et immédiats en terme de développement durable en termes de garantie d'une croissance économique soutenue; de lutte contre la pauvreté et d'atteinte des OMD;
2. Les défis d'adoption de nouvelles trajectoires énergétiques requièrent une transition des systèmes énergétiques fondés sur des schémas d'offre conventionnelle vers des systèmes assurant à la fois la complémentarité entre toutes les formes d'énergie et la gestion rationnelle des ressources en biomasse;
3. les défis d'articulation des politiques énergétiques propres avec les stratégies de développement local notamment les stratégies d'adaptation;
4. Les défis de sécurité énergétique en terme d'approvisionnement et d'accès aux services énergétiques. Les exigences de développement du continent requièrent l'accroissement de l'accès aux services énergétiques durables pour assurer à la fois les services sociaux et productifs;
5. Le financement des projets d'Energies Renouvelables souffre de barrières d'accès aux fonds : capitaux pour les projets d'infrastructures (Parcs éoliens/centrales solaires/hydrauliques de puissance, centrales de production d'eau chaude sanitaire) ou encore de microfinancement facilitant l'accès aux équipements de production d'énergie décentralisée (Systèmes photovoltaïques familiaux, chauffe eau solaires, équipements de biomasse améliorée et moderne, ...).

Recommandations:

Les principales recommandations formulées au terme des travaux de l'atelier se rapportent aux aspects suivants:

1. Sur le plan financier:

- ? Mettre en place des mécanismes appropriés pour le développement du marché des Technologies d'Energies Renouvelables : lignes de crédit, fonds de garantie, subvention, Mécanisme de Développement Propre;
- ? Promouvoir l'entrepreneuriat -création de Petites et Moyennes Entreprises - à travers le développement de l'accès aux capitaux de démarrage 'seeds capital';
- ? Veiller à l'élimination des barrières au développement des micro-entreprises en énergie durable en y incluant les contraintes affectant les femmes et les jeunes pour l'accès au crédit;
- ? Inciter les Institutions bancaires à travers la sensibilisation sur les opportunités offertes par le sous secteur et le développement de partenariats innovants.

2. Sur les plans politique et institutionnel

- ? Définir des orientations politiques et un cadre réglementaire adéquats pour le développement à grande échelle de l'utilisation des Energies Renouvelables (loi, règlement, normes, incitations , etc)
- ? Assurer l'articulation des Energies Renouvelables avec les stratégies de développement local, notamment : Plans d'Actions Nationaux d'Adaptation, Plans Nationaux d'Investissement, politiques de Genre, etc ;
- ? Intégrer les Energies Renouvelables dans les visions et stratégies pour la garantie de la sécurité énergétique ;
- ? Promouvoir la production locale d'équipements ;
- ? Harmoniser et coordonner les stratégies au niveau régional en prenant en compte les spécificités nationales ;
- ? Intégrer les Energies Renouvelables aux stratégies de création d'emplois et de richesses

3. Au plan renforcement de capacités et communication

- ? Assurer le renforcement de capacités de tous les acteurs en mobilisant les opportunités avec les universités et les institutions de recherche scientifique ;
- ? Promouvoir la recherche et développement pour toutes les filières Energies Renouvelables ;
- ? Créer une structure de veille technologique ;

- ? Mettre en place des réseaux d'échange et d'information permettant la mise à niveau des pays moins avancés ;
- ? Assurer la mise en application des recommandations de l'atelier.

Par ailleurs, et compte tenu de la dynamique internationale que connaît le domaine des **biocarburants** et vu les potentialités dont dispose la région, des recommandations spécifiques ont été émises en faveur du développement de la filière biocarburants, il s'agit de :

- ? Encourager les modèles de contractualisation pour un partenariat durable entre producteurs locaux et investisseurs;
- ? Mettre en place des mesures d'accompagnement durant le temps d'apprentissage (promoteur privé, producteurs locaux);Mettre en place un cadre réglementaire (standards, mesures fiscales, ...) en faveur du développement des biocarburants;
- ? Diversifier la production;
- ? Améliorer la connaissance et développer le savoir faire;
- ? Développer les infrastructures nationales;
- ? Assurer l'adéquation entre la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique;
- ? Promouvoir la Recherche et Développement pour améliorer les rendements;
- ? Harmoniser les politiques agricoles et énergétiques;
- ? Assurer une bonne gestion de l'information et des connaissances.

Enda, Energie, Environnement, Développement
Mars 2007